



**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EDSB

21 DEC. 2020

**Préfecture des Hautes-Alpes
Direction des Politiques Publiques
Pôle Coordination et d'Instruction
Cellule Développement Durable**

ENREGISTRE N°

542

Circ.	Cop.	Serv	Nom	Visa	Date
		Dir	F	/	21/12/20
		Soc			
		Fin			
		Clf			
		Dist			
		Prod			
		Fin			

Gap, le **11 DEC. 2020**

←
demande AB

La Préfète des Hautes-Alpes

à

Monsieur le Directeur
Énergie Développement Services
du Briançonnais (EDSB)

Place Médecin Général Blanchard

BP6 – 05105 Briançon Cedex

OBJET : Barrage hydroélectrique de Pont Baldy

P.J : 1 arrêté préfectoral

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint l'arrêté préfectoral n° 2020-DPP-COD-38 du **11 DEC. 2020**, modifiant l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°05-2018-02-07-7 en date du 07 février 2018, fixant la classe du barrage hydroélectrique de Pont Baldy concédé à EDSB dans le département des Hautes-Alpes et les échéances de remise des documents réglementaires.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, je vous précise que cet arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif compétent dans le délai de deux mois à compter de la présente notification.

J'attire par ailleurs votre attention sur le fait que la réalisation de l'EDD intègre un examen approfondi des ouvrages qui devra être réalisé avec ou sans vidange.

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
L'adjoint au Chef de Pôle de Coordination et d'Instruction

David NOLOT



**PRÉFET
DES HAUTES
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
Service de contrôle des ouvrages
hydrauliques**

Gap, le 71 DEC. 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020-DPP-CDD-38

modifiant l'article 4 de l'Arrêté préfectoral n°05-2018-02-07-7 en date du 07 février 2018, fixant la classe du barrage hydroélectrique de Pont Baldy concédé à EDSB dans le département des Hautes-Alpes et les échéances de remise des documents réglementaires

**La préfète des Hautes Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'énergie, en particulier les articles R.521-43 à R.521-46 ;

VU le code de l'environnement, en particulier les articles L. 211-3 et R. 214-115

VU décret n° 2020-1027 du 11 août 2020 relatif aux autorisations de travaux dans les concessions d'énergie hydraulique et portant diverses modifications aux dispositions réglementaires applicables à ces concessions

VU le décret n°2016-530 du 27 avril 2016 relatif aux concessions d'énergie hydraulique et approuvant le modèle de cahier des charges applicable à ces concessions ;

VU le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le décret du 23 décembre 1963 déclarant d'utilité publique et concédant à la Régie électrique de la ville de Briançon l'aménagement et l'exploitation de la chute de Pont Baldy, sur la Cerveyrette, dans le département des Hautes-Alpes ;

VU l'arrêté du 12 juin 2008 modifié définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-52-3 en date du 21 février 2011 autorisant la substitution de la société Énergie Développement Services du Briançonnais (EDSB) à la commune de Briançon dans les droits et obligations résultant pour cette dernière de la concession qui lui a été accordée pour l'aménagement et l'exploitation de la chute de Pont-Baldy sur la Cerveyrette dans le département des Hautes-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-2018-02-07-7 en date du 07 février 2018, fixant la classe du barrage hydroélectrique de Pont Baldy concédé à EDSB dans le département des Hautes-Alpes et les échéances de remise des documents réglementaires ;

VU le courrier d'EDSB du 14 avril 2020 demandant la prorogation d'un an de l'échéance de la prochaine étude de dangers du barrage de Pont Baldy au motif du report de la vidange de la retenue ;

VU le courrier préfectoral du 27 mai 2020 demandant à EDSB, concessionnaire du barrage de Pont Baldy, de démontrer l'absence d'impact sur la sécurité de l'ouvrage du report de l'échéance de l'étude de dangers d'une année ;

VU le courrier d'EDSB du 08 juillet 2020 justifiant l'absence d'impact du report de l'étude de dangers sur le barrage de Pont Baldy ;

VU les conclusions du rapport d'étude établi par ARTELIA, bureau d'études agréé, en date du 30 juin 2020, établissant l'analyse de risques du report de la vidange sur l'exploitation du barrage de Pont Baldy ;

VU la demande d'avis à EDSB sur le projet d'arrêté préfectoral formulée par courriel en date du 10 novembre 2020 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant formulée par courriel en date du 10 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT les éléments techniques transmis par EDSB dans son courrier du 08 juillet 2020, et justifiant l'absence d'impact du report de l'étude de dangers sur le barrage de Pont Baldy, notamment par :

- une surveillance régulière de l'ouvrage ;
- l'analyse des données d'auscultation par un organisme agréé et indépendant de l'exploitant ;
- le comportement stable constaté au niveau du dispositif d'auscultation ;

CONSIDÉRANT les conclusions du rapport d'étude susvisé d'ARTELIA, bureau d'études agréé, en date du 30 juin 2020, qui conclut que le report de la vidange du barrage de Pont Baldy en 2022 (prévue initialement en 2021) est jugé sans impact sur la sécurité de l'ouvrage ;

Sur Proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes ;

ARRÊTE

Article 1 : Echéance de la prochaine étude de dangers

Le tableau de l'article 4 de l'Arrêté préfectoral n°05-2018-02-07-7 en date du 07 février 2018 susvisé, fixant la classe du barrage hydroélectrique de Pont Baldy concédé à EDSB dans le département des Hautes-Alpes et les échéances de remise des documents réglementaires est modifié comme suit :

Code Ouvrage	Nom Ouvrage	Classe	Prochaine EDD	Périodicité EDD
FRC0050014	PONT BALDY	A	31/12/22	10 ans

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions aux articles L.142-31 et L.142-32 du code de l'énergie.

Article 3 : Notification à l'exploitant, publicité et information des tiers

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant comme suit :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Briançon et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de Briançon. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Alpes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Voies et délais de recours

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site <http://www.telerecours.fr/>

En vertu des articles L410-1 à L432-1 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur et le directeur départemental des territoires des Hautes-Alpes ainsi que le maire de Briançon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée.

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général
de la préfecture des Hautes-Alpes


Cédric VERLINE

